



Conseil Economique
et Social

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/1998/L.15
1er avril 1998

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-quatrième session
Point 14 de l'ordre du jour

BON FONCTIONNEMENT DES ORGANES CREES EN APPLICATION DES INSTRUMENTS
DES NATIONS UNIES RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

Australie*, Autriche, Canada, Espagne*, Finlande*, Norvège*,
Nouvelle-Zélande* et Roumanie* : projet de résolution

1998/... Application effective des instruments internationaux
relatifs aux droits de l'homme, y compris l'obligation de
présenter des rapports à ce titre

La Commission des droits de l'homme,

Prenant acte des résolutions de l'Assemblée générale 51/87, en date
du 12 décembre 1996, et 52/118, en date du 12 décembre 1997, et rappelant sa
propre résolution 1996/22 du 19 avril 1996, ainsi que sa décision 1997/105
du 3 avril 1997 et d'autres résolutions pertinentes,

Réaffirmant que l'application intégrale et effective des instruments des
Nations Unies relatifs aux droits de l'homme est d'une importance majeure pour
les efforts que l'Organisation déploie, conformément aux dispositions de la
Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de

* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement
intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

l'homme, pour promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant que le bon fonctionnement des organes créés en vertu d'instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme est indispensable à l'application intégrale et effective desdits instruments,

Se déclarant de nouveau préoccupée par le grand nombre de rapports qui doivent être soumis en vertu des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et qui sont toujours attendus,

Se déclarant de nouveau préoccupée aussi par l'arriéré de plus en plus important de rapports sur l'application par les Etats parties de certains instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et le retard avec lequel les organes créés en vertu desdits instruments examinent ces rapports,

Craignant que l'insuffisance des ressources n'entrave le fonctionnement efficace des organes conventionnels, notamment en ce qui concerne leur capacité de travailler dans les langues de travail voulues,

Rappelant que les organes conventionnels ne peuvent encourager efficacement les Etats parties à s'acquitter des obligations qu'ils ont contractées aux termes des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme que moyennant un dialogue constructif visant à aider les Etats parties à dégager des solutions aux problèmes concernant les droits de l'homme et devant reposer sur le processus de présentation des rapports, complétés par des informations émanant de toutes les sources autorisées, qui devraient être partagées avec toutes les parties intéressées,

Consciente de l'importance de la coordination des activités relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme menées par les organismes des Nations Unies qui s'occupent des droits de l'homme,

1. Accueille avec satisfaction le rapport de la septième et de la huitième réunions des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (A/51/482, annexe et A/52/507, annexe) tenues à Genève du 16 au 20 septembre 1996 et du 15 au 19 septembre 1997 respectivement, ainsi que la tenue de leur neuvième réunion, du 25 au 27 février 1998 à Genève, et prend note avec satisfaction des conclusions et recommandations proposées lors de ces réunions;

2. Encourage tous les organes conventionnels à continuer d'examiner attentivement les conclusions et recommandations pertinentes qui figurent dans les rapports des présidents de ces organes;

3. Prend note du rapport du Secrétaire général sur le bon fonctionnement des organes créés en application des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme (E/CN.4/1998/85 et Add.1 et Corr.1);

4. Se félicite de la présentation d'observations par les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées, les organisations non gouvernementales et les personnes intéressées au sujet du rapport final de l'expert indépendant sur les moyens d'améliorer l'efficacité à long terme du régime conventionnel mis en place par les Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme (E/CN.4/1997/74) et au sujet du rapport du Secrétaire général y relatif comportant les vues du Secrétaire général lui-même sur les implications juridiques, administratives et autres des recommandations faites dans le rapport;

5. Note avec satisfaction l'attention accordée par les organes créés en application d'instruments relatifs aux droits de l'homme et par les présidents de ces organes au rapport final de l'expert indépendant sur les moyens d'améliorer l'efficacité à long terme du régime conventionnel mis en place par les Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme et au rapport du Secrétaire général sur les observations des gouvernements, des organismes et institutions spécialisées des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et des personnes intéressées;

6. Invite le Secrétaire général à continuer de solliciter les vues des gouvernements, des organismes des Nations Unies, des institutions spécialisées, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales et autres personnes intéressées sur le rapport de l'expert indépendant, et à lui soumettre, à sa cinquante-sixième session, un rapport comprenant les vues du Secrétaire général lui-même sur les implications juridiques, administratives et autres des recommandations faites dans le rapport de l'expert, compte tenu de l'évolution de la situation;

7. Souligne la nécessité d'assurer aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme les ressources financières voulues et suffisamment de ressources en personnel et de ressources dans le domaine de l'information pour leur permettre de fonctionner et, à cette fin :

a) Demande de nouveau que le Secrétaire général garantisse des ressources adéquates à chacun des organes conventionnels;

b) Demande au Secrétaire général d'utiliser au mieux les ressources existantes afin d'assurer aux organes créés en application d'instruments relatifs aux droits de l'homme l'appui administratif dont ils ont besoin et de leur permettre d'obtenir plus facilement les compétences techniques et les informations qui leur sont nécessaires;

c) Demande au Secrétaire général de s'employer à trouver, pour le prochain exercice biennal, les ressources nécessaires, dans le cadre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, pour permettre aux organes créés en vertu d'instruments internationaux de recevoir l'appui administratif dont ils ont besoin et d'obtenir plus facilement les compétences techniques et les informations qui leur sont nécessaires;

8. Note avec intérêt la proposition de plan d'action en vue d'augmenter les ressources mises à la disposition de tous les organes créés en vertu d'instruments internationaux et encourage la Haut-Commissaire aux droits de l'homme à établir un projet de plan d'action qui serait examiné par les présidents des organes créés en vertu d'organes internationaux, à leur prochaine réunion;

9. Prend note des mesures décidées par chaque organe conventionnel pour améliorer son fonctionnement, comme il ressort du rapport annuel de chacun, et engage les organes conventionnels et le Secrétaire général à poursuivre les efforts tendant à aider les Etats parties à mieux s'acquitter de leurs obligations en matière de présentation de rapports périodiques et à diminuer l'arriéré de rapports à examiner par les organes conventionnels;

10. Se félicite des efforts que les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et le Secrétaire général continuent de déployer pour simplifier, rationaliser, rendre plus transparentes et améliorer encore les procédures de présentation de rapports et invite instamment le Secrétaire général, les organes conventionnels et les présidents de ces organes à leur prochaine réunion à examiner les moyens qui permettraient d'éviter que les rapports requis au titre des différents instruments ne fassent trop largement double emploi, sans nuire à leur qualité, et, de façon générale, de réduire la charge que leur établissement impose aux Etats parties;

11. Note avec satisfaction les efforts déployés par les présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme pour promouvoir des réformes à apporter au régime de présentation

de rapports en vue, notamment, de réduire la charge que l'établissement de ces rapports représente pour les Etats parties, tout en maintenant la qualité des rapports, et les encourage à poursuivre ces efforts, notamment en continuant d'examiner la proposition selon laquelle les rapports pourraient ne porter que sur un nombre limité de questions et les possibilités d'harmoniser les directives générales concernant la présentation et le contenu des rapports, le moment où ils doivent être examinés et les méthodes de travail des organes conventionnels;

12. Demande instamment aux Etats parties d'aider, à titre individuel et dans le cadre des réunions des Etats parties, à la recherche et à la mise en oeuvre de moyens qui permettraient de simplifier, de rationaliser et d'améliorer encore les procédures de présentation des rapports, ainsi que d'éviter les doubles emplois en la matière;

13. Demande instamment aux Etats parties de faire tout leur possible pour s'acquitter de leur obligation de présenter des rapports en vertu des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme;

14. Se félicite de la publication de la version révisée du Manuel relatif à l'établissement des rapports sur les droits de l'homme et prie la Haut-Commissaire aux droits de l'homme à prendre les mesures voulues pour faire traduire la version révisée du Manuel dans toutes les langues officielles, dans les meilleurs délais;

15. Accueille avec satisfaction la recommandation faite lors des réunions des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, qui ont suggéré que le programme de coopération technique du Haut-Commissariat aux droits de l'homme devrait avoir pour priorité de fournir une assistance aux Etats, à leur demande, en ce qui concerne la mise en oeuvre des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et, en particulier, la recommandation formulée à leur neuvième réunion relative à la fourniture aux Etats, à leur demande, d'une assistance en ce qui concerne le processus de ratification des instruments internationaux et, si nécessaire, l'établissement de leurs rapports initiaux;

16. Invite les Etats parties qui n'ont pas encore soumis leurs rapports initiaux au titre des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme à recourir, si nécessaire, à l'assistance technique;

17. Encourage les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme à continuer, au fur et à mesure qu'ils examinent les rapports périodiques des Etats parties, de déterminer des possibilités précises d'assistance technique, laquelle serait fournie à la demande de l'Etat intéressé, et encourage les Etats parties à examiner attentivement les observations finales des organes conventionnels quand ils déterminent leurs besoins en matière d'assistance technique;

18. Demande instamment à chaque Etat partie dont le rapport a été examiné par un organe conventionnel de traduire, publier et diffuser sur son territoire l'intégralité du texte des observations finales adoptées par l'organe en question à l'issue de l'examen de ce rapport et de donner dûment suite à ces observations;

19. Se félicite de la contribution que les institutions spécialisées et les organismes des Nations Unies apportent aux travaux des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, et encourage les institutions spécialisées, les organismes des Nations Unies, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et les présidents des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme à continuer de rechercher des moyens spécifiques de renforcer la coopération entre eux et encourage aussi, dans ce contexte, les présidents des organes conventionnels à inviter, le cas échéant, de hauts fonctionnaires des institutions spécialisées et des organismes des Nations Unies à assister à leurs réunions;

20. Reconnaît le rôle important joué partout dans le monde par les organisations non gouvernementales dans la mise en oeuvre effective de tous les instruments relatifs aux droits de l'homme et encourage l'échange d'informations entre les organes conventionnels et ces organisations;

21. Rappelle, en ce qui concerne l'élection des membres des organes conventionnels, qu'il importe de tenir compte du principe de la répartition géographique équitable et de la représentation des principaux systèmes de droit et de ne pas oublier que les membres sont élus et exercent leurs fonctions à titre personnel et doivent être des personnalités de haute moralité et possédant une compétence reconnue dans le domaine des droits de l'homme, et encourage les Etats parties, à titre individuel et à l'occasion des réunions des Etats parties, à examiner les moyens de mieux donner effet à ces principes;

22. Note avec satisfaction que les présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ont de nouveau souligné que l'exercice de ces droits par les femmes devrait être suivi de près par chaque organe dans son domaine de compétence et, à cet égard, accueille avec satisfaction la demande adressée par les présidents à la Division de la promotion de la femme du Secrétariat d'établir à l'intention de la Haut-Commissaire et des organes conventionnels une étude où elle analyserait ce qui a été fait par chacun de ces organes pour tenir compte des sexospécificités dans toutes leurs activités et où elle présenterait des propositions concrètes sur ce que ces organes pourraient faire pour en tenir davantage compte encore;

23. Accueille avec satisfaction également la contribution que les organes conventionnels, dans le cadre de leur mandat, apportent à la prévention des violations des droits fondamentaux, dans le contexte de l'examen des rapports périodiques soumis conformément aux dispositions de l'instrument correspondant;

24. Encourage les présidents des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme à poursuivre, à leur prochaine réunion, le processus de réforme visant à améliorer l'application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

25. Prie le Secrétaire général de lui faire rapport à sa cinquante-sixième session sur les mesures prises pour donner effet à la présente résolution et sur les obstacles à son application, ainsi que sur les mesures prises ou prévues pour garantir les ressources financières voulues et des ressources en personnel et en informations suffisantes pour permettre aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme de fonctionner efficacement;

26. Décide d'examiner la question en priorité à sa cinquante-sixième session au titre du point intitulé "Bon fonctionnement des organes créés en application des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme".
